

REPORTAGE ABONNÉS

# Devant les portes du ministère, les avocats grévistes «enterrent» la justice

Par [Charles Delouché](https://www.liberation.fr/auteur/16525-charles-delouché) — 6 mars 2020 à 18:00



Des avocats en colère place Vendôme, le 31 jan'Photo Samuel Boivin. NurPhoto via Al

Alors que les robes noires sont entrées dans leur

neuvième semaine de mobilisation contre la réforme des retraites, une trentaine d'avocats se sont donné rendez-vous face au ministère de la Justice pour une action symbolique de «justice morte».

Devant les grilles de la boutique Louis Vuitton siégeant place Vendôme (1<sup>er</sup> arrondissement de Paris), on sort à la hâte un cercueil du coffre d'un chauffeur Uber. Symbole de la mort de la justice pour la trentaine d'avocats grévistes venus rappeler ce matin leur opposition à la réforme des retraites. Les visages sont fermés, certains bardés d'un voile noir ou d'une paire de lunettes sombres. La destination finale de cette procession : le parvis du ministère de la Justice. Tous arborent des fleurs blanches et marchent au pas, alignés derrière le cercueil fait de carton et de tulle sombre. Pour Magali Guadalupe Miranda, avocate au barreau de Nanterre (Hauts-de-Seine), cette réunion est «*le symbole de l'enterrement de quelqu'un qui nous est cher, la justice. Elle nous a quittés après une longue agonie et comme c'est souvent le cas, elle connaissait bien son assassin : le gouvernement*». Pour la jeune avocate, mobilisée depuis le début de la grève, l'exécutif, censé protéger l'institution, «*lui a infligé un coup fatal avec le 49.3*».

### **«Ils ont raison de manifester»**

La procession débute sous le regard intrigué des passants et des travailleurs. «*Toutes mes condoléances*», lâche, amusé, un jeune homme avant de s'engouffrer dans le ministère, dont les portes ont été soigneusement fermées. Après quelques minutes de marche, la colonne se fige sous les fenêtres de la Chancellerie avant de se disposer en arc de cercle autour de la tombe factice. Touristes et badauds dégainent leur smartphone pour immortaliser la scène inédite qui vient troubler le calme du très chic quartier parisien, célèbre pour ses maisons de mode et boutiques de luxe. «*Ils ont raison de manifester. S'il n'y a plus d'avocats et de petits cabinets pour nous défendre, c'est nous qui allons en pâtir*, souffle un passant à la barbe soigneusement taillée. *Les élites*

*nous ont bien eus. C'est la nouvelle France maintenant.»*

---

#### A LIRE AUSSI

Réforme des retraites : les jeunes avocats prennent le barreau par les cornes\_1786  
[https://www.liberation.fr/france/2020/03/03/reforme-des-retraites-le-avocats-prennent-le-barreau-par-les-cornes\\_1786](https://www.liberation.fr/france/2020/03/03/reforme-des-retraites-le-avocats-prennent-le-barreau-par-les-cornes_1786)  
Réforme des retraites : les jeunes avocats prennent le barreau par les cornes\_1786  
[https://www.liberation.fr/france/2020/03/03/reforme-des-retraites-le-jeunes-avocats-prennent-le-barreau-par-les-cornes\\_1786](https://www.liberation.fr/france/2020/03/03/reforme-des-retraites-le-jeunes-avocats-prennent-le-barreau-par-les-cornes_1786)

---

«*Le mouvement ne s'essouffle pas*», promet Caroline Mécary, avocate au barreau de Paris, tout en jetant une rose en direction du caveau en carton-pâte. «*Les défenses massives continuent et nous avons délivré de multiples assignations à l'Etat. Malgré l'opinion publique défavorable et l'avis du Conseil d'Etat qui a étrillé le gouvernement, nous sommes face à un mur, poursuit-elle. Le pouvoir refuse de discuter. Mais le projet doit encore être discuté au Sénat. La partie n'est pas encore jouée.*» Ce jeudi, dans des propos rapportés par l'hebdomadaire *le Point*, Emmanuel Macron s'est dit «*très agacé par la gestion de la colère des avocats par le gouvernement à l'occasion de la réforme des retraites*». Il a également déclaré ne pas comprendre «*pourquoi, alors que nombre de fronts avec d'autres secteurs professionnels, inquiets par cette réforme, ont été déminés, celui-ci perdure*». «*Comme c'est dommage, il est agacé le pauvre. Il dirige tout et on l'ennuie*», ironise une avocate parisienne, rose blanche à la main et masque chirurgical frappé d'un «49.3» sur le visage.

#### «Avis de décès de la justice»

Après une petite heure de déambulations et d'une cérémonie funéraire emblématique, les grévistes déposent une gerbe de fleurs aux pieds des agents et quelques CRS venus spécialement devant la Chancellerie. «*Emmanuel Macron, si tu pars en prison on ne te défendra pas !*» chantent en chœur les manifestants, pendant que des ouvriers, nichés sur des échafaudages, installent des dorures sur la façade du ministère. Aux policiers en civil, restés baba devant l'action du jour, les robes noires distribuent des «*avis de décès de la justice, survenu le samedi 29 février 2020*», date du recours à l'article 49.3 décidé par le gouvernement. Julia Courvoisier, avocate au barreau de Paris et

mobilisée depuis le début de la grève, s'interroge sur la validité du recours au fameux article. *«L'objet du Conseil des ministres extraordinaire de samedi dernier portait sur le coronavirus. Pas sur le passage en force de la réforme grâce au 49.3, qui est normalement utilisé lorsque le gouvernement n'a pas la majorité, reconnaît l'avocate. On se demande si c'est constitutionnellement valable et on étudie juridiquement le sujet.»* Après avoir craqué leurs habituels fumigènes, les manifestants quittent la place Vendôme. Avocats, greffiers et magistrats ont appelé à une journée de mobilisation nationale le 12 mars.

[Charles Delouché\(https://www.liberation.fr/auteur/16525-charles-delouché\)](https://www.liberation.fr/auteur/16525-charles-delouch)